



Fédération CFTC « Commerces, services
et force de vente »
34, quai de la Loire
75019 PARIS



A l'attention de Patrick ERTZ

Paris, le 4 juin 2018

Lettre recommandée avec AR

**OBJET : CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE
Notification de l'avenant n° 63 du 20 février 2018**

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un exemplaire original de l'avenant n° 63 à la Convention Collective Nationale du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire en date du 20 février 2018.

Le présent avenant met en place la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation (CPPNI).

Il est signé, du côté patronal, par notre Fédération et, pour les salariés, par votre organisation, ainsi que par la FGTA-FO, la CFDT (Fédération des services) et la CFE-CGC (Fédération agro-alimentaire).

La présente notification aux organisations représentatives ouvre le délai légal d'opposition de 15 jours prévu par les articles L.2232-7 et L.2231-8 du Code du travail.

A l'expiration de ce délai, l'avenant susvisé pourra être déposé et son extension sollicitée auprès du ministère du travail.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Renaud GIROUDET

**Directeur Affaires Sociales,
Emploi et Formation**

Fédération du Commerce et de la Distribution

12 rue Euler - 75008 Paris

Tel : 01 44 43 99 00 | Fax : 01 47 20 53 53

info@fecd.eu | www.fcd.asso.fr | www.fcd-leblog.fr

**CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE
DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE**

AVENANT N° 63 DU 20 FEVRIER 2018

INSTITUANT UNE COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE DE

NEGOCIATION ET D'INTERPRETATION

DU COMMERCE DE DETAIL ET DE GROS A PREDOMINANCE ALIMENTAIRE

Preamble

Le présent avenant vise à la mise en place au sein de la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire de la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation prévue par l'article L. 2232-9 du Code du Travail et à fixer ses modalités de fonctionnement en faveur de la poursuite et du développement d'un dialogue social de branche de qualité. Sa signature manifeste la volonté des organisations représentant les employeurs et les salariés d'affirmer la complémentarité des niveaux de négociation et de reconnaître le rôle de la branche professionnelle, de conception et de mise en œuvre paritairement de politiques collectives des entreprises, au service du développement humain et économique.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de mettre en place une Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation conformément à l'article L. 2232-9 du Code du Travail tel que modifié par la loi 2016-1088 du 8 août 2016 prévoyant notamment que les accords de branche, leurs avenants ou leurs annexes doivent être négociés au sein de cette CPPNI pour pouvoir être étendus.

ARTICLE 2 – ARTICULATION DES NIVEAUX DE NEGOCIATION

En application des articles L. 2253-1 et suivants du Code du travail, outre les points pour lesquels la loi donne expressément compétence aux conventions et accords de branche (les durées de renouvellement de la période d'essai,...), les accords conclus dans le cadre de négociations au sein des entreprises (accords de groupe, d'entreprise, d'établissement,...), ne peuvent pas être moins favorables aux salariés que les dispositions conventionnelles de branche

UT FL 1
G
h
AM

en matière de classification, de salaires minima hiérarchiques, de garanties prévues à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale (protection sociale complémentaire), d'égalité entre les femmes et les hommes, ni remettre en cause les règles conventionnelles de branche en matière de mutualisation des fonds de la formation professionnelle ou du paritarisme. Le caractère au moins aussi favorable exige que les garanties pour les salariés soient au moins équivalentes à celles résultant de la disposition conventionnelle de branche.

Il en va de même, si l'accord de branche le prévoit expressément, pour la prévention des effets de l'exposition aux facteurs de risques professionnels de pénibilité, pour l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés, pour l'effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés, leur nombre et la valorisation de leurs parcours syndical, et pour les primes pour travaux dangereux ou insalubres.

Hormis les situations évoquées aux deux alinéas précédents, les dispositions de la Convention collective du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire s'appliquent aux entreprises relevant de son champ d'application dans tous les domaines non régis par un accord conclu dans le cadre de l'entreprise (accord d'entreprise, d'établissement, de groupe ...).

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 1-6 DE LA CCN

I- L'ancien article 1-6 de la CNN « ADHÉSIONS ULTÉRIEURES » devient l'article 1-7.

La rédaction de cet article n'est pas modifiée.

II- L'article 1-6 de la CNN est désormais rédigé de la façon suivante :

« ARTICLE 1-6 – COMMISSION PARITAIRE PERMANENTE DE NEGOCIATION ET D'INTERPRETATION (CPPNI)

1-6.1 Attributions de la CPPNI

La Commission paritaire nationale de la branche prend le nom de Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation.

Conformément aux dispositions législatives, cette commission a pour mission de :

- Négocier et conclure des accords collectifs ayant, en particulier, pour objet de définir les conditions de travail des salariés des entreprises de la branche et les garanties qui leur sont applicables,
- Représenter la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics,
- Exercer un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi,
- Exercer les tâches de l'observatoire paritaire de la négociation collective. À ce titre, la CPPNI est destinataire des accords d'entreprise ou d'établissement conclus pour la mise en œuvre d'une disposition légale.

UT FZ 2
ADY

La CPPNI établit annuellement un rapport d'activité contenant un bilan des accords d'entreprise ou d'établissement conclus sur les thèmes prévus par la loi, qui prévoit que ce rapport analyse l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence des entreprises de la branche et, le cas échéant, formule, des recommandations sur les difficultés identifiées. Ce rapport est transmis aux services de la Direction Générale du Travail, dans un délai d'un mois suivant sa validation, afin d'être versé à la base de données nationale assurant la publicité des accords collectifs.

Elle pourra, notamment à la demande d'une juridiction, rendre un avis sur l'interprétation de la présente convention collective dans le cadre de l'article 1-6.4 ci-après.

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs constituant la CPPNI restent en tout état de cause souveraines pour dans le cadre de celle-ci conclure tout accord collectif ou adopter toute délibération dans le respect des dispositions qui s'imposent à eux.

1-6.2 Composition de la CPPNI

La commission est composée de deux collèges :

- un collège salariés, composé de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, dans la limite d'une organisation par affiliation confédérale.

La délégation de chaque organisation peut comporter un représentant de la fédération, pouvant appartenir à une entreprise de la branche, et jusqu'à trois membres salariés d'entreprises de la branche, choisis librement par l'organisation.

- un collège employeurs, composé de représentants des organisations d'employeurs représentatives dans la branche.

La délégation des employeurs comporte au maximum le même nombre de membres que le nombre total de membres autorisé pour le collège salariés.

Les organisations d'employeurs et de salariés veilleront dans toute la mesure du possible à ce que leur délégation représente la diversité des activités de la branche professionnelle et des tailles d'entreprises la composant.

1-6.3 Fonctionnement de la CPPNI

- Secrétariat

UT FL 3
AM

Le secrétariat de la CPPNI est assuré par la FCD, qui adresse les convocations aux organisations syndicales, fournit la salle de réunion et assure l'impression des documents inhérents aux réunions.

- Réunions, ordres du jour

La CPPNI se réunira au minimum six fois par an. Le calendrier des réunions de la CPPNI est établi paritairement de manière annuelle, dans le cadre de l'année civile. Il est fixé pour l'année à venir (N+1) lors de la dernière réunion de la CPPNI de l'année civile en cours.

Les dates de réunions de la CPPNI pourront être modifiées, sous réserve de respecter un délai de prévenance raisonnable. En cas d'annulation d'une réunion, il sera tenté de fixer une autre date en substitution.

Un ordre du jour sera, par ailleurs, transmis avant chaque réunion de la CPPNI aux organisations syndicales siégeant dans cette Commission, dans un délai qui sera, sauf circonstances exceptionnelles, d'au moins une semaine, et porté à deux semaines en cas de nouveaux sujets par rapport à ceux déjà en discussion.

Pour chaque sujet en négociation au sein de la CPPNI, une partie au moins d'une séance de discussion sera consacrée à l'examen de la situation des entreprises de moins de 50 salariés, notamment pour déterminer si des règles ou modalités particulières doivent être prévues à leur égard.

Les décisions de la CPPNI sont adoptées :

- Pour les accords collectifs négociés en son sein, selon les règles de validité en vigueur pour les accords de branche ;
- Pour les autres décisions (avis, rapports, délibérations, ...), et sauf disposition expresse contraire, selon les règles de majorité applicables aux accords collectifs susceptibles d'extension : accord d'une ou plusieurs organisations représentatives de salariés représentant au total au moins 30% des salariés selon la plus récente mesure d'audience en vigueur et absence d'opposition d'organisation(s) représentant plus de 50% de ceux-ci ; et accord de l'organisation représentative des employeurs (en cas de pluralité d'organisations représentatives d'employeurs, accord d'au moins l'une d'entre elles, et absence d'opposition d'organisation(s) représentant les employeurs de plus de 50% des salariés d'entreprises adhérentes à une organisation professionnelle représentative).

1-6.4 Interprétation de la Convention collective

Lorsqu'une demande d'interprétation de la convention collective est transmise à la CPPNI, celle-ci est étudiée lors de la première réunion suivant la transmission à l'ensemble des organisations syndicales.

Lorsqu'elles émanent d'entreprises, d'instances, d'organisations ou de salariés de la branche, les difficultés d'interprétation sont signifiées au secrétariat de la commission

UT FL 4
ADP

par lettre recommandée avec AR ou en lettre suivie. La commission est saisie par la partie la plus diligente.

Le dossier de saisine est composé d'un écrit mentionnant :

- le ou les textes conventionnels sur lesquels l'interprétation est demandée ;
- une explication précise des difficultés d'interprétation rencontrées.

Si le dossier de saisine ne comporte pas les documents indiqués ci-dessus, le secrétariat de la commission, dès réception du dossier, demande à l'auteur de la saisine de le compléter. La commission dispose d'un délai de deux mois pour rendre un avis. Ce délai commence à courir à compter de la date de réception du dossier complet.

Lorsque le dossier est complet, le secrétariat de la commission :

- informe le demandeur par courrier ou par messagerie électronique de la date du point de départ du délai de deux mois dont dispose la commission pour rendre un avis ;
- l'adresse aux organisations siégeant à la commission, par courrier ou par messagerie électronique, afin qu'il soit évoqué lors de la plus proche réunion à venir, et, si le délai n'a pas permis un examen suffisant, lors de la réunion suivante.

Avant de rendre un avis, la commission peut demander tout supplément d'information à l'auteur de la saisine.

L'avis de la commission est adopté suivant les dispositions légales relatives à la validité d'une convention ou d'un accord de branche susceptible d'extension.

1-6.5 Indemnisation des représentants des organisations syndicales

Le représentant de chaque fédération est pris en charge selon les règles propres à chacune. Les autres membres de la délégation faisant partie du personnel des entreprises, et participant à la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'Interprétation, seront indemnisés dans les conditions suivantes, étant considéré que l'autorisation d'absence est de droit :

- Salaire : l'entreprise règlera directement au salarié le salaire comme si l'intéressé avait été présent au travail.
- Frais occasionnés par la réunion : prise en charge par l'employeur selon les règles en vigueur au sein de l'entreprise pour les frais professionnels.

Sont concernées par cette règle :

- les réunions de la CPPNI,
- les réunions préparatoires que chaque organisation peut organiser en son sein, dans la limite annuelle de trois réunions préparatoires d'une journée et de quatre participants pour chacune, issus de sociétés différentes, information en étant donnée à l'entreprise au moins deux semaines à l'avance et au secrétariat de la CPPNI au plus tard la veille de celles-ci.

UT FL 5 h
SD AM

1-6.6 Adresse de la CPPNI

Les accords mentionnés à l'article 1-6.1 seront transmis par les entreprises au Secrétariat de la Commission dont le siège est fixé à la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution - 12, rue Euler 75008 Paris.

Les accords pourront être transmis par voie numérique sur l'adresse courriel de la Commission – transmissionaccordcollectif@fcd.fr. »

ARTICLE 4 - MODIFICATIONS DU TEXTE DE LA CONVENTION COLLECTIVE

À compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, les références aux rôles ou missions de la Commission paritaire nationale au sein de la présente convention et de ses annexes sont remplacées par la référence à la CPPNI.

ARTICLE 5 - DUREE - ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée ; il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 6 – PUBLICITE - EXTENSION

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la Direction des Relations du Travail – Dépôt des accords – 39/43, quai André Citroën – 75902 PARIS cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr.

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 20 février 2018.

CT FL 6^h AM
①

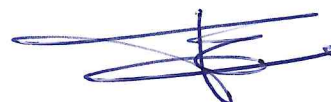
FEDERATION DES ENTREPRISES DU COMMERCE
ET DE LA DISTRIBUTION
12, rue Euler, 75008 PARIS



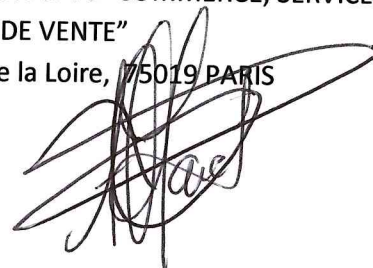
FÉDÉRATION DES SERVICES CFDT
14, rue Scandicci, 93508 PANTIN



FÉDÉRATION AGRO-ALIMENTAIRE CFE-CGC
26, rue de Naples, 75008 PARIS



FÉDÉRATION CFTC "COMMERCE, SERVICES
ET FORCE DE VENTE"
34, quai de la Loire, 75019 PARIS



FÉDÉRATION DES PERSONNELS DU COMMERCE,
DE LA DISTRIBUTION ET DES SERVICES CGT
263, rue de Paris, 93514 MONTREUIL CEDEX

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS DE
L'ALIMENTATION, DES TABACS ET ALLUMETTES
& DES SECTEURS ANNEXES FO
7, passage Tenaille, 75014 PARIS

